

Statement of the WFSW after the COP 28

In its statement at the beginning of the Conference of the Parties on Climate (COP28), held in the United Arab Emirates from November 30 to December 12, 2023, the WFSW called for a stronger commitment of all parties involved and a dynamic cooperation inside the global community of scientific researchers in order to effectively address humanity's major challenges. These include recurring disasters caused by climate change as well as the threat of widespread wars.

Achieving these goals requires:

- adopting a coordinated approach to combat climate change, desertification, and biodiversity loss;
- responding urgently to move away from fossil fuels, increase the use of renewable energies, and providing adequate supply of water to all populations;
- reducing and better controlling mining operations and the exploitation of farmland, forests and other wooded lands in each country;
- responsibly managing the vital resources of the world's oceans;
- transforming modes of production, consumption, exchange, urbanization, and investment, by saving physical and biological resources, respecting workers and the populations in general.

The WFSW has decided not to participate in COP 28, with good reason, as has become evident from the context and the meagre results of the great "show" put up for the event. The COP convened in Dubai, was marked, like COP 27, by the impossibility of a public, non-governmental expression of the claims and recommendations of civil society - of which scientific researchers are an integral part - regarding the fight against climate change. However, it is imperative to take into account the positions of civil society so as to influence the orientations of many states, primarily the industrialized ones, and the stance of major fossil fuel companies concerning the effective phasing out of fossil energy sources by the main economies.

In practice, while the nearly 200 countries present in the UAE did reach an agreement on a 'transition away from fossil fuels, tripling renewable energy production capacity, and doubling energy efficiency rates by 2030', the binding nature of such an agreement was not retained, neither was a timeline for its implementation, apart from the indication of the year 2050 as a vague horizon when the 'net zero emissions' goal would be attained. On the other hand, and for the first time in the history of the COPs, it was formally acknowledged that fossil fuels are responsible for 80% of greenhouse gas emissions. Anyhow, a quarter of a century from now, the devastating effects of climate change will have darkened all prospects of improved living conditions, especially in developing countries lacking the necessary funds, technical capacities and adequate infrastructures.

Another important element of recurring failure of successive COPs is the question of financing both the process of phasing out fossil fuels, as well as credible solutions for capturing and storing fossil waste as well as aid to countries vulnerable to a phenomenon for which they are only marginally responsible. It has been postponed to the next COP in 2025 which will be held as a worrying symbol, in another country, a major producer of fossil fuels, Azerbaijan.



Therefore, the so-called “transition away from fossil fuels” seems more like an electoral political slogan than a statement of an overarching and urgent task to be undertaken. This is where the responsibility of scientific researchers is particularly engaged, that of their institutional or activist representatives including the WFSW with its affiliated associations and personalities. It is our duty, through our training and our multidisciplinary skills, at global level, to influence decision-makers and alert our fellow citizens to the nature and implications for our common future of the dangers of continuing to follow the path traced by the dominant powers of today. The situation requires the drastic and urgent changes that we described in the introduction, on a political and global level of course but also on the level of individual behavior.

WFSW International Secretariat, January 8th, 2024 – <http://www.fmts-wfsw.org>



Déclaration de la FMTS après la tenue de la COP-28

Dans sa déclaration au début de la Conférence des Parties sur le Climat (COP28), tenue aux Émirats Arabes Unis du 30 novembre au 12 décembre 2023, la FMTS avait appelé à un engagement plus fort de toutes les parties impliquées et à une coopération dynamique au sein du communauté des chercheurs scientifiques de par le monde afin de répondre efficacement aux défis majeurs de l'humanité. Il s'agit notamment de la récurrence des catastrophes causées par le changement climatique ainsi que de la menace de guerres généralisées.

Atteindre ces objectifs nécessite :

- adopter une approche coordonnée pour lutter contre le changement climatique, la désertification et la perte de biodiversité ;
- ré agir de toute urgence pour abandonner les combustibles fossiles, accroître l'utilisation des énergies renouvelables et fournir un approvisionnement adéquat en eau à toutes les populations ;
- réduire et mieux contrôler, dans chaque pays, les opérations minières et l'exploitation des terres agricoles, forestières et autres terres boisées;
- gérer de manière responsable les ressources vitales des océans de la planète ;
- transformer les modes de production, de consommation, d'échange, d'urbanisation et d'investissement, en économisant les ressources physiques et biologiques, dans le respect des travailleurs et des populations en général.

La FMTS avait décidé de ne pas participer à la COP 28, clairement à juste raison, comme cela transparait du contexte et des maigres résultats du grand « show » organisé pour l'événement. Ainsi, la COP convoquée à Dubaï a été marquée, comme la COP 27, par l'impossibilité d'une expression publique et non gouvernementale des revendications et recommandations de la société civile - dont les chercheurs scientifiques sont partie intégrante - en matière de lutte contre le dérèglement climatique. Or, la prise en compte des positions de la société civile est impérative pour infléchir les orientations de nombreux Etats, principalement parmi les pays industrialisés, et celle des grandes compagnies de production d'énergies fossiles, dans le sens de la sortie effective des économies mondiales de ces mêmes énergies.

Dans la pratique, même si pour la première fois dans l'histoire des COP, il a été formellement reconnu que les énergies fossiles sont responsables de 80 % des émissions de gaz à effet de serre, même si les près de 200 pays présents sont parvenus à un accord sur une « transition vers l'abandon des combustibles fossiles, un triplement de la capacité de production d'énergies renouvelables et un doublement des taux d'efficacité énergétique d'ici 2030 », le caractère contraignant d'un tel accord n'a pas été retenu, comme n'a été retenu aucun calendrier pour sa réalisation à part l'évocation de l'année 2050, comme un vague horizon pour parvenir à l'objectif " zéro émission nette". Or, d'ici là, soit pendant un quart de siècle encore, les effets dévastateurs du changement climatique se seront amplifiés et auront assombri toutes les perspectives d'amélioration des conditions de vie, en particulier dans les pays en développement qui manquent des fonds nécessaires, des capacités techniques et des infrastructures adéquates.

Un autre élément important de défaillance récurrente des COP successives, est la question du financement tant du processus de sortie des énergies fossiles, que des solutions crédibles de captage et de stockage des rejets des fossiles ainsi que de l'aide aux pays vulnérables à un phénomène dont ils ne sont responsables qu'à la marge. Ceci a été reporté à la prochaine COP en 2025 qui se tiendra comme un symbole inquiétant, dans un autre pays, gros producteur d'énergies fossiles, l'Azerbaïdjan.



Par conséquent, la soi-disant « transition vers l'abandon des combustibles fossiles » semble davantage relever du slogan politique électoraliste que de l'énoncé d'une tâche primordiale et urgente à entreprendre. C'est là que la responsabilité des chercheurs scientifiques est particulièrement engagée, celle de leurs représentants institutionnels ou militants dont la FMTS avec ses associations et personnalités affiliées. Il est de notre devoir, par nos formations et nos compétences rassemblées, pluridisciplinaires et mondiales, de peser sur les décideurs et d'alerter nos concitoyens sur la nature et les implications pour notre avenir commun des dangers qu'il y a à continuer de suivre la voie tracée par les puissances dominantes d'aujourd'hui. La situation exige les changements drastiques et urgents que nous décrivons en introduction, au plan politique et mondial bien sûr mais aussi au plan des comportements individuels.

Secrétariat international de la FMTS, 8 janvier 2024 - <http://www.fmts-wfsw.org>